

participants ont reconnu par ailleurs qu'il était nécessaire de soutenir la croissance des échanges internationaux, d'abaisser les taux d'intérêt, d'ouvrir les marchés et de faciliter le flux des ressources vers le monde en développement, et que l'aide publique au développement était essentielle pour permettre aux pays de parvenir à une croissance économique stable.

Le sommet de Bonn a également endossé le principe du renforcement de la Banque mondiale. De l'avis du Canada, il faudrait confier à la Banque un rôle plus différencié au chapitre du financement de l'ajustement et de la croissance à long terme de pays en développement comme ceux de l'ASEAN. Pour examiner les problèmes financiers spéciaux des pays qui ne comptent ni parmi les plus pauvres ni parmi les grands débiteurs, le Canada a proposé la création d'un mécanisme de financement intermédiaire de la Banque mondiale. Ce "troisième guichet" aiderait les Philippines (parmi les pays de l'ASEAN) et d'autres nations ailleurs dans le monde à renforcer et à diversifier leurs économies. Le ministre des Finances du Canada ne ménage aucun effort pour veiller à ce que cette question soit abordée à la réunion du Comité du développement du FMI et de la Banque mondiale qui se tiendra à Séoul en octobre.

Le Canada soutient en outre l'approche ponctuelle de la gestion des problèmes d'endettement dans le tiers-monde. Il est par ailleurs sensible aux coûts socio-politiques de l'ajustement dans les pays débiteurs. Nous reconnaissons que les politiques de redressement doivent être crédibles pour les populations des pays moins développés et qu'elles doivent maintenir cette crédibilité. Les politiques de redressement doivent d'abord et avant tout mener à une reprise de la croissance économique.

À la conférence de l'ASEAN la semaine dernière, j'ai souligné que les questions du commerce et du financement international revêtent une importance vitale pour la prospérité future de tous les pays. J'ai mis en relief la haute priorité que le Canada accorde à la réalisation d'un consensus international qui déboucherait sur une revitalisation du système commercial multilatéral. Le Canada estime que, pour être une réussite, les négociations commerciales multilatérales doivent offrir des avantages tant aux pays développés qu'aux pays en développement. À cette fin, je compte envoyer une mission ici en septembre pour discuter de ces questions avec vos officiels.

Cette visite dans la région des pays de l'ASEAN aura servi à me faire mieux comprendre vos problèmes politiques et stratégiques très réels et à les considérer sous un angle nouveau. Ces questions d'une importance